

20 FR.

ROSA LUXEMBOURG

*LA
RÉVOLUTION
RUSSE*

TRADUCTION et PRÉFACE
de BRACKE (A.M. Desrousseaux)

IDÉES ET COMBATS

1946
AVRIL

ROSA LUXEMBOURG

**LA
RÉVOLUTION
RUSSE**

PARIS
1946



(Dessin d'André Pierre)

ROSA LUXEMBOURG

AVANT-PROPOS

QUAND la présente étude a paru en librairie, à la Noël de 1921, il y avait près de trois ans que la troupe des « gardes civiques » berlinois avait assassiné Rosa Luxembourg (15 janvier 1919), trente mois que les lentes eaux du canal où son corps avait été jeté l'avaient (31 mai) rendu à la rive.

C'est en prison qu'elle l'avait écrite, à Breslau, dans l'automne de 1918, peu de semaines avant que, libérée, elle pût se rejeter dans la lutte révolutionnaire et finir dans une mort horrible, entrevue pourtant, qui sait ? non sans fierté peut-être, aux heures où son action dévouée au prolétariat lui permettait de rêver aux destins possibles.

C'est son ami et souvent associé de pensée alors, Paul Lévi, qui se fit l'éditeur de ces pages. Voici à quelle occasion :

Dès l'été de 1918, elle avait destiné à paraître dans la revue du groupe « Spartacus » quelques articles critiques relatifs à la politique du bolchevisme, dont ses camarades estimèrent la publication inopportune. En leur nom, Paul Lévi vint, au mois de septembre, lui en demander l'ajournement. Elle y consentit, si peu qu'elle fût persuadée de sa nécessité.

Mais les entretiens et les longues discussions qu'elle eut à ce propos avec Paul Lévi l'amènèrent à reprendre le sujet à l'intention de celui-ci et à rédiger pour le convaincre l'exposé plus détaillé qu'on va lire ici. Rien n'a mis plus d'unité dans la carrière de cette « militante » en toute l'acception du mot que la conviction où elle était du devoir de tout dire aux « frères d'armes » comme à soi-même concernant l'action commune. C'était donc se conformer à sa pratique ainsi qu'à ses principes de vie que de garder et, dès qu'on le pourrait, de publier ce manuscrit. Cela se fit en dépit des efforts fait par certains « communistes » de Moscou et d'Allemagne qui voulaient qu'il fût brûlé.

La rédaction porte des traces de précipitation. Elle n'a pas reçu la dernière main. Par endroits des faits ou des arguments sur lesquels Rosa Luxembourg voulait s'appuyer, ne sont qu'indiqués ou rappelés sommairement en style télégraphique. On n'en suit la trame d'argumentation qu'avec une vivacité d'intérêt plus attachante.

Aussitôt la brochure posthume parue en allemand, je m'étais chargé d'en faire une traduction française intégrale, sans aucune de ces retouches, suppressions, modifications qui eussent pu ou dissimuler ou réduire ces particularités. Tâche acceptée d'autant plus aisément qu'une amitié dont le souvenir reste profond m'unissait depuis des années à la vaillante martyre du socialisme international. Tâche, d'ailleurs, qu'imposait le besoin de faire connaître entièrement sa pensée.

Améliorée, cela va de soi, en quelques détails d'expression, cette traduction reparait aujourd'hui complétée par celle de plusieurs feuillets insérés ou joints au manuscrit développant certains points que Rosa Luxembourg trouvait signalés insuffisamment.

Publication qui, malgré les années écoulées, conserve toute l'actualité qu'elle eut autrefois, ou même en prend encore davantage. On admirera certes la clarté de vues, la vigueur de raisonnement, l'étendue des connaissances dont témoigne un écrit à la fois si précis et d'une portée si haute. Mais surtout, comment ne pas tirer profit de la confirmation qu'en bien des points les faits ultérieurs ont apporté au jugement exprimé sur le cours constaté et prévu de la Révolution russe quand elle n'avait pas deux ans d'existence ? Soit dans un sens, soit dans l'autre, ni l'ardente sympathie de solidarité qu'elle éprouvait pour tout ce qui était combat d'ascension prolétarienne, ni les souvenirs de telle ou telle polémique menée auparavant avec Lénine, — et dans la bataille d'idées elle ne s'épargnait pas, mais n'épargnait pas l'autre, — ni la tentation de faire valoir en particulier son intelligence ou son originalité, n'ont égaré ses appréciations pénétrantes, parfois quasi prophétiques.

Rarement elle a fourni plus forte preuve de ce qu'elle-même avait écrit du début de sa brochure signée Junius (1916) de « la sûreté avec laquelle la méthode de conception matérialiste de l'histoire est capable de saisir la marche de l'évolution ».

Qu'on discute avec elle ceci ou cela, qu'on se sente emporté dans le courant de sa vision lucide, on aura gagné, en se faisant son compagnon de route, de comprendre Hier et de préparer avec plus d'assurance Demain.

BRACKE (A.M. DESROUSSEAUX.)

NECESSITE DE LA CRITIQUE

LA Révolution russe est le fait le plus considérable de la guerre mondiale. Son explosion, son radicalisme sans exemple, son action durable sont ce qui peut le mieux convaincre de mensonge les phrases par lesquelles la démocratie socialiste officielle de l'Allemagne a, au début, dans son zèle de servir, sur la campagne de conquêtes de l'impérialisme allemand, jeté un manteau idéologique : les phrases sur la mission des baïonnettes allemandes, chargées de jeter bas le tsarisme russe et de délivrer ses peuples opprimés. La puissante extension qu'a prise la Révolution en Russie, l'action profonde par laquelle elle a bouleversé toutes les valeurs de classes, développé tous les problèmes sociaux et économiques, et, par une marche conséquente, passé du premier stade de République bourgeoise à des phases de plus en plus avancées, avec la fatalité de sa logique interne — en face de quoi la chute du tsarisme n'a plus été qu'un épisode mesquin, presque une bagatelle — tout cela montre, clair comme le jour, que l'affranchissement de la Russie ne fut pas l'œuvre de la guerre et de la défaite militaire du tsarisme, ne fut pas dû aux baïonnettes allemandes dans les poings allemands », comme la *Neue Zeit*, sous la direction de Kautsky, le promettait dans son article de tête, mais il avait en Russie même de profondes racines et était arrivé à l'intérieur à une parfaite maturité. L'aventure guerrière de l'impérialisme allemand sous l'enseigne idéologique de la démocratie socialiste allemande n'a pas amené la Révolution en Russie : elle n'a fait,

pour quelque temps, à son commencement — après son premier flot montant en 1911-1913 — que l'interrompre et ensuite — après son explosion — que lui créer les conditions les plus difficiles et les plus anormales.

Or, ce cours des choses est, pour tout observateur capable de penser, une preuve frappante de plus contre la théorie doctrinaire que Kautsky partage avec le Parti des démocrates socialistes gouvernementaux, selon laquelle la Russie, étant un pays économiquement arriéré, en majeure partie agricole, n'était pas encore mûre pour la Révolution sociale et pour une dictature du prolétariat. Cette théorie, qui n'admet comme possible en Russie qu'une révolution bourgeoise — conception d'où résulte d'ailleurs la tactique de coalition des socialistes avec le libéralisme bourgeois en Russie — est aussi celle de l'aile opportuniste du mouvement ouvrier russe, ceux qu'on appelle les *mencheviks*, sous la direction éprouvée d'Axelrod et Dan. Les uns et les autres, opportunistes tant russes qu'allemands, s'accordent entièrement dans cette conception de principe de la Révolution russe, d'où résulte naturellement la position prise sur les questions de détail de la tactique, avec les socialistes de gouvernement d'Allemagne ; d'après l'opinion de ces trois tendances, la Révolution russe aurait dû s'arrêter à ce stade que la guerre menée par l'impérialisme allemand, d'après la mythologie de la démocratie socialiste allemande, se donnait pour noble mission la chute du tsarisme. Si elle a passé au-delà, si elle s'est donné pour mission la dictature du prolétariat, ç'a été, selon cette doctrine, une simple faute de l'aile radicale du mouvement ouvrier russe, les *bolcheviks*, et tous les mécomptes que la Révolution a subis dans son cours ultérieur, tous les embarras dont elle a été victime, se présentent comme un résultat de cette faute fatale. *Théoriquement*, cette doctrine, recommandée également par le *Vorwaerts* de Stampfer et par Kautsky comme un fruit de la « pensée marxiste », remonte à cette découverte « marxiste » originale que la révolution socialiste est une affaire nationale, et pour ainsi dire domestique, de chaque Etat moderne en particulier. Dans la vapeur bleue de ce schéma abstrait, un Kautsky

sait naturellement décrire très à fond les relations économiques mondiales du capital, qui font de tous les Etats modernes un organisme lié. Mais la Révolution russe — fruit de la complication internationale et de la question agraire — ne peut aboutir dans les limites de la société bourgeoise.

Pratiquement, cette doctrine tend à écarter la responsabilité du prolétariat international, principalement du prolétariat allemand, touchant les destins de la Révolution russe, à nier les connexités internationales de cette Révolution. Ce n'est pas le manque de maturité de la Russie, c'est le manque de maturité du prolétariat allemand pour accomplir sa mission historique qu'a démontré le cours de la guerre et de la Révolution russe. Faire ressortir ce fait en toute évidence est le premier devoir d'une étude critique de la Révolution russe. La Révolution en Russie était entièrement dépendante, dans ses destinées, de la révolution internationale. Le fait que les Bolcheviks ont misé toute leur politique sur la révolution mondiale du prolétariat est justement le témoignage le plus éclatant de la portée de leur coup d'œil et de leur fidélité aux principes, du jet hardi de leur politique. On y peut voir le bond considérable qu'a fait l'évolution capitaliste dans ces dernières années. La Révolution de 1905-1907 n'avait trouvé qu'un faible écho en Europe. Aussi devait-elle rester un chapitre préliminaire. La suite et la fin étaient liées à l'évolution européenne.

Il est clair que ce n'est pas une apologie sans critique, mais seulement une critique approfondie et réfléchie qui est en état d'exploiter ces trésors d'expériences et d'enseignements. En fait, ce serait une idée extravagante de s'attendre qu'à la première expérience faite dans l'histoire mondiale de la dictature de la classe ouvrière, et cela dans les conditions les plus difficiles qu'on puisse imaginer, au milieu d'un monde en conflagration et du chaos d'une boucherie impérialiste des peuples pris dans le réseau de fer de la puissance militaire la plus réactionnaire d'Europe, étant donné la carence complète du prolétariat international, qu'à une première expérience de la dictature ou-

rière dans des conditions si anormales, absolument tout ce qui a été fait ou pas fait en Russie ait été le comble de la perfection. Tout au contraire, les notions élémentaires de la politique socialiste et l'intelligence de ses conditions historiques nécessaires obligent à admettre que, dans des conditions aussi fâcheuses, même l'idéalisme le plus gigantesque et l'énergie révolutionnaire la plus solide n'étaient point capables de réaliser la démocratie ni le socialisme, mais seulement des rudiments faibles et défigurés de l'une et de l'autre.

Se mettre clairement ce fait devant les yeux dans toutes ses relations et conséquences profondes est tout justement un devoir élémentaire pour les socialistes de tous les pays. Car seule une constatation amère comme celle-là permet de mesurer toute l'étendue de la responsabilité qu'a le prolétariat international touchant les destinées de la Révolution russe. D'autre part, ainsi seulement se fait sentir l'importance décisive de l'action cohérente internationale qui doit être celle de la Révolution prolétarienne — comme une condition fondamentale, sans laquelle même la plus grande valeur et les plus sublimes sacrifices du prolétariat dans un seul pays doivent inévitablement s'empêtrer dans un tourbillon de contradictions et d'erreurs.

Il n'y a d'ailleurs aucun doute : les cerveaux avisés qui sont à la tête de la Révolution russe, Lénine et Trotsky, sur leur chemin épineux, cerné de pièges de toutes parts, n'ont fait plus d'un pas décisif qu'avec les plus grands doutes et la plus grande répugnance intérieure et rien ne saurait être plus loin de leur esprit à eux-mêmes que de voir l'Internationale accepter tout ce qu'ils ont dû faire ou ne pas faire sous la poussée et la contrainte les plus dures, dans le tumulte des événements en fermentation, comme un modèle suprême de politique socialiste ne donnant lieu qu'à admiration sans critique et à imitation fervente.

Il serait tout aussi erroné de craindre qu'une analyse critique des voies suivies jusqu'ici par la Révolution russe soit de nature à ébranler dangereusement le prestige et l'exemple fascinant des prolétaires russes, seuls capables de vaincre l'inertie fatale des

masses allemandes. Rien de plus faux. Le réveil de la force d'action révolutionnaire dans la classe ouvrière d'Allemagne ne peut être désormais provoqué, selon l'esprit des méthodes de tutelle de feu la démocratie socialiste, par je ne sais quelle suggestion inculquée aux masses, par la foi aveugle en quelque autorité infaillible, que ce soit celle de ses propres « organismes » ou celle de « l'exemple russe ». Ce ne sera pas par la fabrication d'un état d'esprit disposé aux clameurs révolutionnaires, mais, tout au rebours, par la seule compréhension de toute la gravité terrible, de toute la complexité des tâches à accomplir, ce sera de la maturité politique et de l'indépendance éclairée, de la capacité des masses au jugement critique, laquelle a, durant des années et des années, été, sous divers prétextes, systématiquement tuée par la démocratie socialiste allemande, que pourra naître la faculté d'action historique du prolétariat allemand. Se rendre compte par la critique de ce qu'est la Révolution russe dans tous ses rapports historiques, c'est la meilleure des éducations que puisse se donner la classe ouvrière, tant allemande qu'internationale, en vue des tâches que lui prépare la situation présente.

II

LE PARTI BOLCHEVIK, FORCE MOTRICE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

LA première période de la Révolution russe, depuis son explosion en mars jusqu'à sa chute en octobre, répond exactement, dans son cours général, au schéma de développement aussi bien de la grande Révolution anglaise que de la grande Révolution française. C'est la marche typique de toute première grande entrée en conflit général des forces révolutionnaires produites au sein de la société bourgeoise avec les chaînes de l'ancien régime.

Son développement se fait naturellement en ligne ascendante : de débuts modérés à des buts de plus en plus radicaux et, parallèlement, de la coalition des classes et des partis à la domination exclusive du parti le plus radical.

Au premier moment, en mars 1917, ce qui fut à la tête de la Révolution, ce fut les « cadets », c'est-à-dire la bourgeoisie libérale. La première grande marée du déluge révolutionnaire emporta tout et tous : la quatrième Douma, le produit le plus réactionnaire du très réactionnaire système électoral des quatre classes sorti du coup d'État, se transforma soudain en instrument de la Révolution. Tous les partis bourgeois, y compris les droites nationalistes, formèrent tout à coup une seule phalange contre l'absolutisme. Celui-ci succomba aux premiers assauts, presque sans combat, comme un organe mort qu'il ne fallait que toucher du doigt pour le faire tomber. Même la courte tentative de la bourgeoisie libérale pour sauver au moins la dynastie et le trône

fut brisée en peu d'heures. L'impétueuse marche des choses submergea en quelques jours, en quelques heures, des espaces que la France n'avait franchis autrefois qu'en des dizaines d'années. C'est là qu'on put voir que la Russie réalisait les résultats de l'évolution européenne durant un siècle et, avant tout, que la Révolution de 1917 était une continuation directe de celle de 1905-1907 et non un cadeau des « libérateurs » allemands. Le mouvement de mars 1917 reprit immédiatement au point où l'autre, dix années auparavant, avait interrompu son œuvre. La République démocratique fut le produit tout prêt intérieurement mûr, du tout premier assaut de la Révolution.

Mais alors commença la seconde besogne, qui était difficile. La force impulsive de la Révolution était, dès le premier moment, dans la masse du prolétariat des villes. Mais ses revendications n'étaient pas épuisées dans la démocratie politique, elles portaient sur la question brûlante de la politique internationale : paix immédiate. En même temps, la Révolution se précipitait dans la masse de l'armée, qui élevait cette même revendication d'une paix immédiate, et dans la masse paysanne, qui mettait au premier plan la question agraire, ce pivot de la Révolution dès 1905. Paix immédiate et la terre ! avec ces deux buts, la division interne de la phalange révolutionnaire était chose faite. La revendication de la paix immédiate était diamétralement en contradiction avec la tendance impérialiste de la bourgeoisie libérale, dont le porte-parole était Milioukov ; la question agraire était tout premièrement le spectre d'épouvante pour l'autre aile de la bourgeoisie, la noblesse terrienne, mais ensuite, à titre d'attentat contre la sacro-sainte propriété individuelle en général, un point malade pour l'ensemble des classes bourgeoises.

Ainsi commençait, au lendemain de la première victoire de la Révolution, une lutte intérieure dans son sein autour de ces deux foyers ardents : Paix et Question agraire. La bourgeoisie libérale inaugura une tactique de détours et de faux-fuyants. Les masses ouvrières, l'armée, les paysans poussèrent en avant

avec une fureur croissante. Pas de doute qu'à la question de la paix et à la question agraire ne fussent attachés les destins mêmes de la démocratie politique dans la République. Les classes bourgeoises, qui, submergées par la première vague de la Révolution, s'étaient laissé entraîner jusqu'à la forme d'Etat républicaine, commencèrent dès lors à chercher des points d'appui en arrière et à organiser en secret la contre-révolution. L'expédition des cosaques de Kalédine contre Pétrograd a manifesté clairement cette tendance. Si ce premier coup avait été couronné de succès, c'en était fait non seulement de la question de la paix et de la question agraire, mais même du sort de la démocratie, de la République. Une dictature militaire, comportant un régime de terreur contre le prolétariat, et ensuite un retour à la monarchie en eussent été la conséquence inévitable.

On peut, d'après cela, mesurer ce qu'a d'utopique et au fond de réactionnaire la tactique que les socialistes russes de la tendance Kautsky, les mencheviks, se sont laissés aller à suivre. Entêtés dans la fiction du caractère bourgeois de la Révolution russe — puisque la Russie n'était pas encore mûre pour la Révolution sociale — ils s'accrochaient désespérément à la coalition avec les bourgeois libéraux, c'est-à-dire à la réunion forcée des éléments, qui, séparés par la marche interne naturelle de l'évolution révolutionnaire, étaient entrés en opposition absolue. Les Axelrod, les Dan, voulaient à tout prix travailler avec les classes et les partis par lesquels la Révolution et sa première conquête, la démocratie, étaient menacées des plus grands périls.

C'est, à vrai dire, un étonnement que d'observer cet homme laborieux (Kautsky), durant les quatre années de la guerre mondiale, par son travail d'écriture infatigable tranquillement, méthodiquement, creusant un trou après l'autre dans la théorie du socialisme, besogne dont le socialisme sort pareil à un crible, sans une place saine. L'impassibilité, dénuée de critique avec laquelle sa séquelle assiste à ce travail appliqué de son théoricien officiel et avale ses découvertes toujours nouvelles sans

remuer un cil, ne rencontre d'analogie que dans l'impassibilité avec laquelle la séquelle des Scheidemann et Cie assiste à la façon dont ceux-ci pratiquent en fait des trous dans le socialisme. Le fait est que les deux genres de travail sont complémentaires ; Kautsky, gardien officiel du temple du Marxisme, ne fait en réalité, depuis qu'a éclaté la guerre, qu'organiser théoriquement la même chose que les Scheidemann dans la pratique : 1° l'internationale instrument de paix ; 2° désarmement et Société des Nations, nationalisme ; 3° démocratie, et non socialisme.

Dans cette situation, à la tendance bolchevik revient le mérite historique d'avoir proclamé dès le début et suivi, avec une logique de fer, la tactique qui, seule, pouvait sauver la démocratie et promouvoir la Révolution. Tout le pouvoir aux mains des masses ouvrières et paysannes, dans les mains des soviets — c'était là, en effet, la seule issue de la difficulté où se trouvait engagée la Révolution, c'était le coup d'épée par lequel le nœud gordien était tranché, la Révolution tirée du défilé et le champ libre d'un développement ultérieur ouvert sans entraves devant elle.

Le Parti de Lénine fut ainsi le seul en Russie qui comprit les vrais intérêts de la Révolution dans cette première période il en fut l'élément propulseur, étant en ce sens le seul parti qui fit une politique réellement socialiste.

On s'explique ainsi également que les bolcheviks, minorité excommuniée, calomniée et traquée de tous les côtés au commencement de la Révolution, furent en peu de temps amenés à sa tête, et purent rassembler sous leur drapeau toutes les masses vraiment populaires : le prolétariat des villes, l'armée, les paysans, de même que les éléments révolutionnaires de la démocratie : l'aile gauche des socialistes révolutionnaires.

La situation réelle de la Révolution russe se résolut au bout de quelques mois dans l'alternative : victoire de la contre-révolution ou dictature du prolétariat, Kalédine ou Lénine.

C'était l'état de fait qui, dans toute révolution, se produit très vite, une fois dissipé le premier mouvement, et qui, en Russie, résultait des questions brûlantes de la paix et du problème agraire, pour lesquels il n'existait point de solution dans le cadre de la révolution « bourgeoise ».

La Révolution russe n'a fait là que confirmer les enseignements fondamentaux de toutes les grandes révolutions, qui ont chacune pour loi vitale ceci : ou aller de l'avant d'un élan très rapide et résolu, abattre d'une main de fer tous les obstacles et placer ses buts de plus en plus loin, ou être fort vite rejetée en arrière de son faible point de départ et écrasée par la contre-révolution. S'arrêter, piétiner sur place, se contenter du premier but une fois atteint, est impossible dans la révolution. Quiconque veut transporter ces habiletés médiocres des petites guerres parlementaires dans la tactique révolutionnaire, montre uniquement que la psychologie, la loi vitale elle-même de la révolution lui est étrangère, de même que toute l'expérience historique est pour lui un livre à sept sceaux.

Le cours de la Révolution anglaise depuis son explosion en 1642. Comment la logique des choses aboutit à faire que d'abord les tergiversations débiles des presbytériens, la guerre de temporisation contre l'armée royale, où les chefs presbytériens évitèrent de propos délibéré une bataille décisive et une victoire de Charles I^{er}, amenèrent la nécessité inéluctable que les Indépendants les chassèrent du Parlement et se saisirent du pouvoir.

Et pareillement, ce fut plus tard au sein de l'armée des Indépendants la masse subalterne des soldats petits bourgeois, les « Niveleurs » de Lilburne, qui constituèrent la force de choc de tout le mouvement indépendant, de même qu'enfin les éléments prolétaires de la masse des soldats, ceux qui allaient le plus loin dans le bouleversement social lesquels se manifestèrent dans le mouvement des « diggers », représentèrent à leur tour le levain du parti démocratique « niveleur ».

Sans l'action des éléments révolutionnaires prolétaires sur

les esprits de la masse des soldats, sans la pression de cette masse des soldats sur la couche supérieure bourgeoise du parti indépendant, on n'en serait venu ni à l' « épuration » qui mit les presbytériens hors du Long Parlement, ni à la conclusion victorieuse de la guerre avec l'armée des Cavaliers et avec les Ecossais, ni au procès et à l'exécution de Charles I^{er}, ni à la suppression de la Chambre des Lords et à la proclamation de la République.

Qu'est-ce qui se produisit dans la grande Révolution française ? La prise du pouvoir par les Jacobins se montra là, après quatre années de luttes, comme le seul moyen de sauver les conquêtes de la Révolution, de réaliser la République, de détruire la féodalité, d'organiser à l'intérieur comme à l'extérieur la défense révolutionnaire, d'étouffer les conspirations de la contre-révolution, de répandre la vague révolutionnaire de France sur l'Europe entière.

Kautsky et ceux des Russes qui, avec lui, voulaient que la Révolution en Russie conservât son « caractère bourgeois » font un pendant exact aux libéraux allemands et anglais du siècle dernier qui, dans la grande Révolution française, faisaient la distinction entre ces deux fameuses périodes : « la « bonne » Révolution, celle de la première phase girondine, et la « mauvaise », à partir du revirement jacobin. La platitude libérale dans la conception de l'histoire n'éprouvait naturellement pas le besoin de comprendre que, sans le coup de force des Jacobins « exagérés », même les premières conquêtes de la phase girondine, malgré leur caractère de timidité et de demi-mesures, auraient été bien vite ensevelies sous les ruines de la Révolution, que l'alternative réelle à la dictature jacobine, telle que la posait la marche inexorable de l'évolution historique en 1793, était non pas une démocratie « modérée », mais la restauration des Bourbons. Le « bon juste milieu » ne peut être tenu dans aucune révolution ; une loi naturelle exige une décision rapide : ou bien la locomotive est poussée à toute vapeur pour gravir la montée de l'histoire jusqu'à son point extrême, ou bien, entraî-

née par son propre poids, elle roule en arrière jusqu'au bas de la pente, entraînant à l'abîme, sans l'espoir de salut, ceux qui voudraient, par leur faibles forces, la retenir à mi-chemin.

Ainsi s'explique que dans toute Révolution le seul parti qui puisse s'emparer de la direction et du pouvoir soit celui qui a le courage de donner le mot d'ordre, d'aller de l'avant et d'en tirer toutes les conséquences. Ainsi s'explique le rôle pitoyable des mencheviks russes, les Dan, Tseretelli, etc., qui, ayant au début une influence énorme sur les masses, ont, après une longue période d'oscillations à droite et à gauche, après s'être débattu, des pieds et des mains, pour ne pas avoir à prendre le pouvoir et la responsabilité, été inglorieusement balayés de la scène.

Le Parti de Lénine est le seul qui ait compris la loi et le devoir d'un parti vraiment révolutionnaire et qui, par le mot d'ordre : tout le pouvoir aux mains des prolétaires et des paysans, ait assuré la continuation de la Révolution.

Par là, les bolcheviks ont résolu la fameuse question de la « majorité de la population » qui, depuis toujours, pèse comme un cauchemar sur la poitrine des socialistes allemands. Nourrissons incarnés du crétinisme parlementaire, ils transfèrent simplement à la révolution l'enseignement-maison de la petite classe parlementaire : « Pour faire passer quelque chose, il faut d'abord avoir la majorité ! » De même, par conséquent, dans la révolution : « Devenons d'abord majorité ». La véritable dialectique de la révolution retourne ce précepte de taupe parlementaire : ce n'est pas : par la majorité à la tactique révolutionnaire, c'est : par la tactique révolutionnaire à la majorité que va le chemin. Seul, un parti qui sait les conduire, c'est-à-dire les pousser en avant, gagne dans la tempête la masse des adhérents. La volonté résolue avec laquelle Lénine et ses camarades ont, au moment décisif, lancé le seul mot d'ordre capable d'entraîner en avant : « tout le pouvoir aux mains du prolétariat et des paysans », a fait d'eux, en une nuit, de minorité persécutée, calomniée, illégale, dont les chefs étaient, comme Marat, forcés de se cacher dans les caves, les maîtres absolus de la situation.

Les bolcheviks ont aussi tout de suite posé comme but à cette prise de pouvoir le programme révolutionnaire tout entier dans son maximum d'étendue non pas : consolidation de la démocratie bourgeoise, mais : dictature du prolétariat en vue de la réalisation du socialisme. Ils ont ainsi acquis dans l'histoire le mérite impérissable de proclamer pour la première fois le but final du socialisme comme programme immédiat de politique pratique.

Ce qu'un parti peut, à une heure historique, fournir de courage, de force d'action, de coup d'œil révolutionnaire et de logique, les Lénine, Trotsky et leurs camarades l'ont donné largement. Tout l'honneur révolutionnaire et la capacité d'action qui a manqué à la démocratie socialiste en Occident s'est trouvé chez les bolcheviks. Leur insurrection d'octobre n'a pas seulement sauvé effectivement la Révolution russe, elle a aussi sauvé l'honneur du socialisme international.

DEUX MOTS D'ORDRE PETIT-BOURGEOIS

LES bolcheviks sont les héritiers historiques des Niveleurs anglais et des Jacobins français. Mais la tâche concrète qui leur incombait dans la Révolution russe après la prise du pouvoir, était incomparablement plus malaisée que celle de leurs devanciers. (*Importance de la question agraire : dès 1905, puis, dans la troisième Douma, les paysans de droite ! Question paysanne et Défense nationale. Armée*). Assurément, prise immédiate et partage des terres par les paysans constituait la formule la plus courte, la plus simple et la plus lapidaire pour atteindre un double but : briser la grande propriété et attacher du premier coup les paysans au gouvernement révolutionnaire. Comme mesure politique pour la consolidation du gouvernement socialiste-prolétarien, c'était une tactique de premier ordre. Malheureusement, elle avait deux faces ; et le revers, c'était que la prise immédiate de la terre par les paysans n'a absolument rien de commun avec une société socialiste.

La transformation socialiste des conditions économiques suppose, en ce qui concerne les conditions de l'agriculture, deux points préalables :

Premièrement, la nationalisation de la grande propriété comme présentant le degré techniquement le plus avancé de la concentration des moyens de production et des méthodes agricoles, pouvant seules servir de point de départ à l'économie socialiste dans les campagnes. Si, bien entendu, on n'a pas besoin d'enlever au petit cultivateur son lopin de terre et si on peut lui laisser tranquillement le soin de se convaincre des avantages de l'exploitation sociale pour se décider d'abord à la coopération et finalement à l'entrée dans l'exploitation collective, il faut que toute réforme socialiste agraire commence, cela va sans dire, par la grande et moyenne propriété. Il faut que le droit de propriété

soit, avant tout, transféré à la nation ou, si l'on veut, à l'Etat, ce qui est la même chose avec un gouvernement socialiste ; car c'est la seule garantie rendant possible d'organiser la production agricole d'après un ensemble de grandes vues socialistes.

Mais, *deuxièmement*, une des conditions préalables de cette transformation est que la séparation de l'agriculture et de l'industrie, ce trait caractéristique de la société bourgeoise, soit supprimée pour faire place à une pénétration et fusion réciproques de ces deux genres de production, à un agencement tant de l'un que de l'autre selon des points de vue uniformes. Quelle qu'en doive être, en pratique, l'administration dans les détails, qu'elle se fasse par des communes municipales, comme d'aucuns le proposent, ou qu'elle parte du centre de l'Etat — en tout cas, il faut supposer réalisée au préalable une réforme introduite unitairement du centre et présupposant elle-même la nationalisation du sol. Nationalisation de la grande et moyenne propriété, réunion de l'industrie et de l'agriculture, tels sont les points fondamentaux de toute réforme économique socialiste, sans lesquels il n'y a pas de socialisme.

Que le gouvernement des soviets n'ait pas établi ces réformes considérables en Russie, qui pourrait lui en faire un reproche ? Ce serait une mauvaise plaisanterie d'exiger ou d'attendre de Lénine et consorts que, dans le court temps de leur domination, dans le tourbillon vertigineux des luttes intérieures et extérieures, pressés de tous côtés par des ennemis et des résistances innombrables, ils dussent résoudre ou même seulement attaquer un des plus difficiles problèmes, et nous pouvons même dire avec assurance le problème le plus difficile, de la transformation socialiste. Nous aurons, une fois arrivés au pouvoir, même en Occident et dans les conditions les plus favorables, plus d'une dent à nous casser sur cette dure noix avant d'être sortis des plus grosses seulement entre les mille difficultés complexes de cette besogne gigantesque !

Mais il y a une chose, en tout cas, qu'un gouvernement socialiste, arrivé au pouvoir, doit faire : prendre des mesures qui soient *dans le sens* de ces conditions préalables fondamentales

pour une réforme socialiste ultérieure de l'agriculture ; il doit pour le moins éviter tout ce qui lui barrerait la route conduisant à ces mesures.

Or, le mot d'ordre donné par les bolcheviks : prise immédiate et partage de la terre par les paysans devait précisément opérer dans le sens contraire. Non seulement ce n'est pas une mesure socialiste, mais elle coupe le chemin qui y mène, elle accumule, devant la transformation des conditions de l'agriculture dans le sens socialiste, des difficultés insurmontables.

La prise de possession des terres par les paysans selon la formule brève et lapidaire de Lénine et de ses amis : « Prenez et partagez-vous la terre ! » conduisait simplement au passage subit et chaotique de la grande propriété foncière à la propriété paysanne. Ce qui a été créé, ce n'est pas une propriété sociale, mais une nouvelle propriété individuelle, et cela par l'émiettement de la grande propriété en possessions moyennes et petites, de l'exploitation en grand, relativement avancée, en petite exploitation primitive, travaillant, au point de vue technique, avec les moyens de l'époque des Pharaons. Ce n'est pas tout : par cette mesure et la manière chaotique, purement arbitraire, dont elle fut appliquée, les différences de propriété dans les campagnes ne furent pas supprimées mais accentuées. Quoique les bolcheviks recommandassent aux paysans de former entre eux des comités pour faire de la prise de possession des domaines nobles en quelque manière une action collective, il est évident que ce conseil donné en général ne pouvait rien changer à la pratique réelle et aux rapports de forces réels dans les campagnes. Avec ou sans comités, les paysans riches et les usuriers qui constituent la bourgeoisie au village et ont entre les mains, dans tous les villages russes, la puissance locale effective, ont été assurément les profiteurs principaux de la révolution agraire.

Sans y aller voir, chacun peut calculer sur ses doigts que le résultat du partage de la terre n'est pas de supprimer, mais seulement d'accroître l'inégalité sociale et économique au sein de la paysannerie et d'y aggraver les oppositions de classes. Cette intervention de forces a d'ailleurs eu lieu *au détriment*

des intérêts prolétariens et socialistes. Auparavant, une réforme socialiste dans les campagnes se heurtait, tout au plus, à la résistance d'une petite caste de grands propriétaires fonciers aristocrates et capitalistes, ainsi que d'une petite minorité de la bourgeoisie de village, dont l'expropriation par une masse populaire révolutionnaire est un jeu d'enfant. Aujourd'hui, après la « prise de possession », l'ennemi qui se dresse devant toute socialisation de l'agriculture, c'est la masse de paysans propriétaires énormément grossie et fortifiée, qui défendra bec et ongles sa propriété nouvellement acquise contre tous les attentats socialistes. Aujourd'hui, la question de la socialisation future de la terre et, par conséquent, en Russie, de la production en général, est devenue une question de lutte entre le prolétariat des villes et la masse paysanne. A quel point cette opposition est devenue aiguë dès maintenant, c'est ce que montre le boycottage fait par les paysans à l'égard des villes, auxquelles ils refusent les moyens d'existence pour faire dessus des affaires de spéculation, tout comme les hobereaux prussiens.

Le paysan parcellaire de France était devenu le plus vaillant défenseur de la Révolution française qui l'avait doté de la terre confisquée aux émigrés. Il porta, comme soldat de Napoléon, le drapeau de la France à la victoire, parcourut l'Europe entière en tout sens et détruisit la féodalité dans un pays après l'autre. Il se peut que Lénine et ses amis aient attendu de leur mot d'ordre agraire un effet semblable. Mais le paysan russe, ayant pris possession de la terre de son autorité privée, n'a pas même songé en rêve à défendre la Russie et la Révolution à qui il devait cette terre. Il s'est claquemuré dans sa propriété nouvelle, laissant la Révolution à ses ennemis, l'Etat à sa ruine, la population des villes à la famine.

Discours de Lénine sur la centralisation nécessaire dans l'industrie ; nationalisation des banques, du commerce et de l'industrie. Pourquoi pas de la propriété foncière et du sol ? Ici, au contraire, décentralisation et propriété privée.

Le programme propre de Lénine avant la Révolution était autre. Le mot d'ordre a été emprunté aux socialistes-révolution-

naires, si vilipendés, ou, plus exactement, au mouvement spontané de la paysannerie.

Pour introduire des principes socialistes dans les conditions de l'agriculture, le gouvernement soviétique a cherché depuis à créer avec des prolétaires — éléments de la ville, chômeurs pour la plupart — des communes agricoles. Mais on peut facilement augurer d'avance que les résultats de ces efforts, en comparaison de l'étendue totale de l'agriculture, ne pouvaient forcément que rester infiniment minimes et ne pas entrer même en considération pour l'étude de la question. (Après avoir déchiqueté la grande propriété foncière, point de départ le plus approprié pour l'économie socialiste, en petites exploitations, on cherche maintenant, en partant de petits commencements, à édifier des exploitations communistes modèles.) Dans les conditions données, ces communes ne sauraient prétendre avoir que la valeur d'une expérience, non d'une réforme sociale étendue. Monopole des céréales avec primes. *Maintenant*, ils veulent *post festum* que la lutte des classes soit introduite dans le village !

La réforme agraire de Lénine a créé pour le socialisme dans les campagnes une nouvelle et puissante catégorie d'ennemis dont la résistance sera de beaucoup plus dangereuse et plus obstinée que ne l'était celle des grands propriétaires fonciers aristocrates.

Si la défaite militaire s'est transformée en effondrement et en ruine de la Russie, les bolcheviks ont à cela une part de responsabilité. Ce sont d'ailleurs les bolcheviks eux-mêmes qui ont, dans une forte mesure, accentué les difficultés positives que leur présentait la situation par un mot d'ordre qu'ils ont mis au premier plan de leur politique : à savoir ce qu'on appelle le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ou, pour dire ce qui se cachait en réalité sous cette formule : le morcellement de la Russie comme Etat. Cette formule, toujours de nouveau proclamée avec une obstination doctrinaire du droit des diverses nationalités qui constituaient l'Empire russe à décider par elles-mêmes de leur sort « jusques et y compris leur

séparation, comme Etat, de la Russie », était un cri de guerre particulier de Lénine et de ses camarades pendant leur opposition contre l'impérialisme tant de Milioukov que de Kerensky ; elle constituait l'axe de leur politique intérieure après le coup d'Etat d'octobre ; elle était toute la plate-forme des bolcheviks à Brest-Litovsk, la seule arme qu'ils eussent à opposer à la situation de force de l'impérialisme allemand.

Tout d'abord, ce qui frappe dans l'obstination et la logique opiniâtres avec lesquelles Lénine et consorts se sont tenus à ce mot d'ordre, c'est qu'il se trouve en contradiction grossière aussi bien avec le centralisme, par ailleurs proclamé, de leur politique, qu'avec l'attitude qu'ils ont prise à l'égard des autres principes démocratiques. Tandis que vis-à-vis de l'Assemblée constituante, du suffrage universel, de la liberté de la presse et du droit de réunion, bref de tout ce qui constitue les libertés démocratiques, fondamentales pour les masses populaires et dont l'ensemble formait le « droit de libre disposition » pour la Russie elle-même, ils faisaient preuve du mépris le plus glacial, ils montaient le droit de libre disposition des nations en joyau de la politique démocratique, pour l'amour duquel devraient se taire tous les points de vue pratiques de la critique réaliste. Tandis qu'ils ne se laissaient en rien imposer par le vote populaire pour l'Assemblée constituante de Russie, vote émis sur la base du droit de suffrage le plus démocratique du monde et dans la pleine liberté d'une République populaire, et tandis que, pour des considérations critiques très froides, ils en déclaraient les résultats simplement nuls et non-avenus, ils défendaient à Brest-Litovsk le « vote populaire » des nationalités allogènes de la Russie au sujet de leur appartenance à un Etat, comme le vrai paladium de toute liberté et de toute démocratie, quintessence inaltérée de la volonté des peuples, et comme l'instance suprême qui devait décider dans les questions de destinée politique des nations.

La contradiction qui est ici béante est d'autant plus incompréhensible qu'à propos des formes démocratiques de la vie politique en tout pays, comme nous le verrons encore plus

loin, il s'agit effectivement de bases extrêmement précieuses, que dis-je, indispensables de la politique socialiste, au lieu que le fameux « droit de libre disposition des nations » n'est qu'une phraséologie creuse de petite bourgeoisie et un mystification.

En effet, que signifierait ce droit ? C'est un des éléments de l'ABC de la politique socialiste, qu'elle combat, comme tout autre genre d'oppression, l'oppression aussi d'une nation par les autres.

Si, malgré tout, des politiques d'ailleurs aussi avisées et critiques que Lénine et Trotsky avec leurs amis, qui n'ont pour ce genre de phraséologie utopique comme « désarmement », « Société des Nations », etc., qu'un ironique haussement d'épaules, ont, cette fois, fait d'une phrase creuse, exactement du même calibre, leur cheval de bataille, c'est la suite, à ce qu'il nous semble, d'une espèce de politique d'opportunité. Lénine et consorts comptaient évidemment qu'il n'y avait pas de moyen plus sûr d'attacher les nombreuses nationalités allogènes renfermés dans l'Empire russe à la cause de la Révolution, à la cause du prolétariat socialiste, étant donné que c'était au nom de la Révolution et du socialisme qu'on leur garantissait la liberté la plus illimitée de décider de leur sort. C'était une analogie avec la politique des bolcheviks à l'égard des paysans russes, dont on prétendait satisfaire l'appétit de terre par le mot d'ordre de prise de possession directe des domaines aristocratiques et obtenir ainsi l'attachement au drapeau de la Révolution et au gouvernement prolétarien. Par malheur, dans les deux cas, le calcul a été absolument faux. Lénine et ses amis s'attendaient évidemment à voir, parce qu'ils avaient été les défenseurs de l'indépendance nationale jusqu'au séparatisme, la Finlande, l'Ukraine, la Pologne, la Lituanie, les pays balkaniques, les Caucasiens, etc., devenir autant d'alliés fidèles de la Révolution russe. Nous avons assisté au spectacle inverse : l'une après l'autre ces « nations » ont profité de la liberté récemment octroyée pour s'allier à l'impérialisme allemand en ennemies mortelles de la Révolution

russe et pour porter sous sa protection le drapeau de la contre-révolution en Russie même. L'intermède avec l'Ukraine à Brest-Litovsk, qui a amené un tournant décisif des négociations et de toute la situation politique des bolcheviks à l'intérieur et à l'extérieur en est un exemple pouvant servir de modèle. La conduite de la Finlande, de la Pologne, de la Lithuanie, des Etats balkaniques, des nations du Caucase, montre de la façon la plus convaincante que ce n'est pas à une exception fortuite que nous avons à faire en cela, mais à un phénomène typique.

A la vérité, dans tous les cas, ce ne sont pas en réalité les « nations » qui ont fait cette politique réactionnaire, mais seulement les classes de grande et de petite bourgeoisie, qui, en opposition très marquée avec les masses prolétariennes de leur pays, ont fait de ce « droit de libre disposition des nations » un instrument pour leur politique contre-révolutionnaire de classe. Mais — et nous touchons ainsi au nœud même de la question — en ceci justement consiste le caractère petit-bourgeois et utopique de cette formule nationaliste, que, dans la dure réalité de la société à classes, surtout dans un temps d'oppositions accentuées à l'extrême, elle se transforme en un moyen de domination de la classe bourgeoise. Les bolcheviks devaient apprendre à leur grand dam et au détriment de la Révolution, que précisément, sous le règne du capitalisme, il n'y a pas de « libre disposition » de la nation, que, dans une société à classes, chaque classe de la nation cherche à « disposer d'elle-même » d'une manière différente et que, pour les classes bourgeoises, les points de vue de liberté nationale s'effacent complètement derrière ceux de domination de classe. La bourgeoisie finnoise comme la petite bourgeoisie ukrainienne étaient parfaitement d'accord pour préférer la domination de la force allemande à la liberté nationale, dès que celle-ci devait se lier aux dangers du « bolchevisme ».

L'espoir de changer peut-être ces rapports réels de classes en leur contraire par des « votes populaires », autour desquels tout tournait à Brest-Litovsk, et d'arriver, en se fiant à la masse révolutionnaire du peuple, à un vote de majorité pour

le rattachement à la Révolution russe, était, s'il était pris au sérieux par Lénine-Trotsky, un optimisme incompréhensible ; et s'il n'était qu'une feinte d'escrime tactique dans le duel avec la politique de force allemande, c'était dangereusement jouer avec le feu. Même sans l'occupation militaire allemande, le fameux « plébiscite », si l'on en était arrivé là dans les pays limitrophes, eût, en toute vraisemblance, vu l'état d'esprit de la masse paysanne et de couches importantes de prolétaires encore indifférents, vu la tendance réactionnaire de la petite bourgeoisie et les mille moyens que la bourgeoisie avait d'influer sur le vote, donné partout un résultat dont les bolcheviks n'auraient guère eu à se réjouir. On peut, au reste, dans ces questions de plébiscite, sur la question nationale, admettre comme une règle infaillible que les classes dominantes ou bien s'arrangent pour l'empêcher, au cas où il ne ferait pas leur jeu, ou, s'il devait avoir lieu, sauraient en influencer les résultats par toutes les manœuvres et manigances qui font d'ailleurs que nous ne pourrions jamais établir le socialisme par voie de plébiscite.

Le fait qu'en somme la question des revendications et tendances séparatistes nationales a été jetée au milieu des luttes révolutionnaires, que même la paix de Brest-Litovsk l'a amenée au premier plan et estampillée en shibboleth de la politique socialiste et révolutionnaire, a porté le plus grand trouble dans les rangs du socialisme et a ébranlé la position du prolétariat justement dans les pays limitrophes. En Finlande, le prolétariat socialiste, tant qu'il a lutté comme étant un bataillon de la phalange cohérente révolutionnaire de Russie, avait conquis déjà une position dominante : il avait la majorité à la Diète ; dans l'armée, il avait réduit la bourgeoisie à une impuissance complète et il était maître de la situation dans le pays. L'Ukraine russe, au commencement du siècle, lorsque les folies du « nationalisme ukrainien » avec les *Karbovantse* et les « Universals » (1) ainsi que le dada de Lénine, une « Ukraine indépendante », n'étaient pas encore inventés, était devenue la

(1) Les *Karbovantse* étaient la monnaie frappée en Ukraine. L'*Universal* était l'Assemblée nationale de l'Ukraine entière (Note du trad.)

forteresse du mouvement révolutionnaire russe. C'est de là, de Rostov, d'Odessa, de la région du Donetz, qu'avaient jailli les premiers torrents de lave de la Révolution (dès 1902-1904), embrasant toute la Russie méridionale en une mer de flammes et préparant ainsi l'explosion de 1905 ; le même fait s'était reproduit dans la révolution actuelle où le prolétariat de la Russie méridionale fournissait les troupes d'élite de la phalange prolétarienne. La Pologne et les Pays Baltes étaient, depuis 1905, les foyers les plus puissants et les plus sûrs de la Révolution et le prolétariat socialiste y jouait un rôle prépondérant.

Comment se fait-il que, dans tous ces pays, la contre-révolution ait tout à coup triomphé ? Le mouvement nationaliste a précisément paralysé le prolétariat du fait qu'il le détachait de la Russie et l'a livré, dans les pays de la périphérie, à la bourgeoisie nationale. Au lieu de viser, selon l'esprit même de la nouvelle politique internationale de classe, qu'ils représentaient par ailleurs, à rassembler en une masse compacte les forces révolutionnaires sur tout le territoire de l'empire, au lieu de défendre bec et ongles l'intérieur de l'empire russe comme étant la terre de la Révolution, au lieu de poser comme loi suprême de leur politique la cohésion et l'union inséparable des prolétaires de toutes nationalités sur le territoire de la Révolution russe à toutes les tendances de séparatisme nationaliste, les bolcheviks, par leur phraséologie nationaliste retentissante du « droit de libre disposition allant jusqu'à la séparation des Etats », ont, tout au contraire, fourni à la bourgeoisie de tous les pays limitrophes le prétexte le plus spécieux et le plus souhaité, constituant le drapeau qu'il fallait à leurs menées contre-révolutionnaires. Au lieu de prémunir les prolétaires dans les pays limitrophes contre tout séparatisme comme contre un piège de la bourgeoisie, ils ont, au contraire, dans tous ces pays, égaré les masses de leur mot d'ordre, les livrant ainsi à la démagogie des classes bourgeoises. Par cette revendication du nationalisme, ils ont amené, préparé eux-mêmes la division de la Russie et mis ainsi aux mains de leurs propres ennemis le

poignard à plonger dans le cœur de la Révolution russe.

Certes, sans l'aide de l'impérialisme allemand, sans « les fusils allemands dans des poings allemands », comme l'écrivait le *Neue Zeit* de Kausky, jamais les Lubinsky et les autres canailles de l'Ukraine ainsi que les Erich, les Mannerheim de Finlande et les barons baltes ne seraient venus à bout des masses prolétariennes de leur pays. Mais le séparatisme national a été le cheval de Troie dans les flancs duquel les « camarades » allemands ont été introduits, le fusil au poing, dans tous ces pays. Les oppositions réelles de classe et les rapports de forces militaires ont amené l'intervention de l'Allemagne. Mais les bolcheviks ont fourni l'idéologie qui masquait cette campagne de la contre-révolution ; ils ont fortifié la position de la bourgeoisie et affaibli celle des prolétaires. La meilleure preuve en est l'Ukraine, qui devait jouer un rôle si fatal dans les destinées de la Révolution russe. Le nationalisme ukrainien était en Russie une chose toute différente de ce qu'était, par exemple, le nationalisme tchèque, polonais ou finnois : ce n'était qu'une simple lubie, une manie de quelques douzaines d'intellectuels petits bourgeois, sans les moindres racines dans les conditions économiques, politiques ou intellectuelles du pays, sans aucune tradition historique, l'Ukraine n'ayant jamais constitué une nation ou un Etat, sans aucune culture nationale, en dehors des poésies romantiques réactionnaires de Chevtchenko. C'est absolument comme si un beau matin les gens de la *Wasserkante* voulaient fonder sur Fritz Reuter une nouvelle nation et un Etat *plattdeutsch*. Et c'est cette prose ridicule de quelques professeurs et étudiants d'Université que Lénine et consorts ont par leur agitation doctrinaire au nom du « droit de libre disposition jusques et y compris... etc. », gonflée artificiellement en facteur politique. A ce qui était farce au début ils ont prêté de l'importance jusqu'à ce que la farce devînt la chose sérieuse la plus sanglante : à savoir, non pas un mouvement national pris au sérieux pour lequel il n'y a toujours point de racines, mais une enseigne et un fanion de rassemblement pour la contre-révolution ! C'est de cet œuf sans germe que les

baïonnettes allemandes se sont poussées jusqu'à Brest-Litovsk !

Ces phrases-là ont parfois dans l'histoire des luttes de classes une importance très réelle. C'est le guignon du socialisme que, dans cette guerre mondiale, il ait été prédestiné à procurer des prétextes idéologiques pour la politique contre-révolutionnaire. La démocratie socialiste allemande se hâta, lorsqu'éclata la guerre, de décorer le brigandage de l'impérialisme allemand d'une enseigne idéologique tirée du magasin d'accessoires du marxisme, en déclarant qu'elle était l'expédition libératrice contre le tsarisme russe souhaitée par nos vieux maîtres. Il était réservé aux antipodes des socialistes de gouvernement, les bolcheviks, de fournir, avec la formule de libre disposition des nations de l'eau au moulin de la contre-révolution et de procurer ainsi une idéologie non seulement à l'écrasement de la Révolution russe elle-même, mais au plan de liquidation contre-révolutionnaire de toute la guerre mondiale. Nous avons tous les motifs de regarder bien à fond la politique des bolcheviks à ce point de vue.

Le « droit de libre disposition des nations », accouplé à la Société des Nations et au désarmement par la grâce de Wilson offre le cri de guerre sous lequel se jouera la partie imminente entre le socialisme international et le monde bourgeois. Il est clair jusqu'à l'évidence que cette formule de « libre disposition » et tout le mouvement nationaliste qui constitue actuellement le plus grand danger pour le socialisme international ont reçu de par la Révolution russe et les négociations de Brest-Litovsk, un renforcement extraordinaire. Nous aurons à nous occuper encore plus en détail de cette plate-forme. Les conséquences tragiques de cette phraséologie introduite dans la Révolution russe, aux épines de laquelle les bolcheviks devaient se prendre et s'écorcher jusqu'au sang, doivent servir au prolétariat international d'exemple avertisseur.

De tout cela est résultée la dictature de l'Allemagne. De la paix de Brest-Litovsk au « traité annexe » ! Les 200 victimes expiatoires de Moscou. Cette situation a produit la terreur et l'écrasement de la démocratie.

IV

LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

NOUS allons examiner cela de plus près sur quelques exemples.

Un fait qui a joué un rôle éminent dans la politique des bolcheviks, c'est la fameuse dissolution de l'Assemblée constituante, en novembre 1917. Cette mesure a été décisive pour leur attitude ultérieure ; elle fut en quelque sorte le point où a tourné leur tactique. C'est un fait que Lénine et consorts, jusqu'à leur victoire d'Octobre, exigeaient, avec fureur, la convocation de l'Assemblée constituante ; que la politique d'atermoiements du gouvernement Kerensky sur ce point était un des griefs des bolcheviks contre lui et leur fournissait l'occasion des attaques les plus violentes. Et même, Trotsky dit, dans son intéressante brochure : *De la Révolution d'Octobre jusqu'au traité de Brest-Litovsk* que le coup de main d'Octobre a été précisément « le salut pour la Constituante », comme d'ailleurs pour la Révolution. « Et quand nous disions, continue-t-il, que la voie d'accès à la Constituante passait non par le préparlement de Tséretelli, mais par la prise de pouvoir par les Soviets, nous étions parfaitement sincères. »

Et voilà qu'après ces déclarations, le premier pas de Lénine à la suite de la Révolution d'Octobre fut la dissolution de cette même Assemblée constituante, dont elle devait être la voie d'accès. Quels motifs ont pu prévaloir pour une volte-face si surprenante ? Trotsky s'explique là-dessus en détail dans l'ouvrage cité et nous allons rapporter ici ses arguments :

« Si les mois qui précédèrent la Révolution d'Octobre furent un temps de poussée à gauche des masses et d'afflux irrésistible des ouvriers, soldats et paysans du côté des bolcheviks, ce mouvement se manifesta au sein du parti révolutionnaire par le renforcement de l'aile gauche aux dépens de la droite, il n'en est pas moins vrai qu'il y avait encore, dans les listes du parti socialiste révolutionnaire, une prédominance aux trois quarts des anciens noms de l'aile droite...

« A cela s'ajoutait cette circonstance que les élections se faisaient même encore dans les toutes premières semaines après l'insurrection d'octobre. La nouvelle du changement qui s'était produit se propagea d'une façon relativement lente dans les milieux périphériques de la capitale à la province et des villes dans les villages. Les masses paysannes étaient, en beaucoup de localités, très peu éclairées sur ce qui se passait à Pétrograd et à Moscou. Elles votèrent pour *Terre et Liberté* et pour leurs représentants dans les comités régionaux, qui, pour la plupart, étaient enrôlés sous la bannière des *Narodniki*. Mais, de cette façon, elles votaient aussi pour Kerensky et Avxentiev, qui dissolvaient ces comités et en faisaient emprisonner les membres... Cet état de choses permet de se représenter clairement à quel point la Constituante était en arrière de l'évolution de la lutte politique et des regroupements du parti. »

Tout cela est fort bien dit et très convaincant. Seulement, on ne peut que s'étonner que des gens aussi malins que Lénine et Trotsky ne soient pas arrivés à la conclusion toute indiquée qui ressortait des faits ci-dessus. Comme l'Assemblée constituante nommée longtemps avant le tournant décisif d'octobre présentait dans sa composition l'image du passé dépassé et non l'état de chose nouveau, la conclusion s'imposait d'elle-même pour eux de casser précisément cette Constituante surannée, donc mort-née, et d'organiser sans tarder de nouvelles élections pour une nouvelle Constituante ! Ils ne voulaient pas, ils ne pouvaient pas confier le sort de la Révolution à une assemblée qui représentait la Russie contemporaine de Kerensky, la

période d'oscillations et de coalition avec la bourgeoisie. Bon ! Il ne restait qu'à convoquer tout de suite à sa place une Assemblée sortie de la Russie rénovée, et allant de l'avant.

Au lieu de cela, Trotsky conclut de l'insuffisance spéciale de l'Assemblée constituante réunie en octobre à la superfluité de toute Assemblée constituante ; bien mieux, il la généralise jusqu'à nier la valeur de toute représentation nationale sortie d'élections populaires générales pendant la Révolution.

« Grâce à la lutte ouverte et immédiate pour le pouvoir gouvernemental, les masses ouvrières accumulent en très peu de temps une grande expérience politique et montent vite, dans leur évolution, d'un degré à l'autre. Le lourd mécanisme des institutions démocratiques suit d'autant moins cette évolution que le pays est plus grand et que son outillage technique est plus imparfait. » (Trotsky, page 29.)

Nous voilà déjà au « mécanisme des institutions démocratiques » en général. A cela on peut tout d'abord objecter que cette appréciation des institutions représentatives exprime une conception quelque peu schématique et rigide, expressément contredite par l'expérience historique justement de toutes les époques révolutionnaires. D'après la théorie de Trotsky, toute assemblée élue ne reflète une fois pour toutes que la conception intellectuelle, la maturité politique et l'état d'esprit de son corps électoral juste au moment où il va aux urnes. Ainsi le corps élu démocratique serait toujours l'image de la masse à la date des élections, tout comme, d'après Herschell, le ciel étoilé nous représente les corps célestes non tels qu'ils sont au moment où nous les regardons, mais tels qu'ils étaient au moment où il envoyaient d'une distance incommensurable leurs rayons sur la terre. C'est tout lien intellectuel vivant entre les hommes élus et leurs électeurs, toute influence mutuelle entre eux qui est ici niée.

Combien cela est contredit par toute l'expérience historique ! Celle-ci nous montre, tout au contraire, que l'onde vivante

de l'opinion populaire baigne constamment les corps représentatifs, les pénètre, les dirige. Comment serait-il possible autrement que, dans tous les parlements bourgeois, nous assistions de temps à autre aux cabrioles les plus réjouissantes des « représentants du peuple » qui, soudainement animés d'un « esprit nouveau », font entendre des accents tout à fait inattendus, que, de temps à autre, les momies les plus desséchées prennent des airs de jeunesse et que les Scheidemanns de tout acabit trouvent tout à coup dans leur sein des accents révolutionnaires — quand ça ronfle dans les fabriques, les ateliers et dans les rues !

Et cette vive action constante de l'état d'esprit et de la maturité politique des masses sur les corps élus devrait s'arrêter précisément en temps de révolution devant le schéma immuable des enseignes de parti et des listes de candidats ? Mais c'est tout le contraire ! C'est justement la Révolution qui crée, par l'ardeur de sa flamme, cette atmosphère politique subtile, vibrante, impressionnable, où les vagues de l'opinion publique, le pouls de la vie nationale, agissent instantanément de la façon la plus admirable sur les corps représentatifs. C'est justement là-dessus que reposent toujours les scènes émouvantes que l'on sait au stade de début de toutes les révolutions, où de vieux parlements réactionnaires ou très modérés, élus sous l'ancien régime par un suffrage restreint, deviennent soudain des porte-paroles héroïques de la Révolution, des foudres de guerre.

L'exemple classique, c'est ce fameux *Long Parlement* d'Angleterre qui, élu et réuni en 1642, resta sept ans à son poste, et qui reflète dans son sein toutes les vicissitudes mouvantes de l'opinion publique, de la maturité politique, des dissensions de classes, du progrès de la Révolution jusqu'à son point culminant, de l'escarmouche respectueuse avec la couronne sous un speaker à genoux, jusqu'à la suppression de la Chambre des Lords, l'exécution de Charles I^{er} et la proclamation de la République.

Et cette même transformation merveilleuse, ne s'est-elle pas reproduite dans les Etats Généraux de France, dans le

Parlement censitaire de Louis-Philippe, et même — le dernier exemple le plus frappant que Trotsky avait à sa portée — dans la quatrième Douma de Russie, qui, élue en l'an de grâce 1909, sous la domination la plus arrêtée de la contre-révolution, sentit tout à coup, en février 1917, comme saint Jean, le souffle subversif passer dans ses cheveux et devint le point de départ de la Révolution ?

Tout cela montre que « le lourd mécanisme des institutions démocratiques » a un correctif puissant — précisément dans le mouvement vital des masses, dans leur passion incessante. Et plus démocratique est l'institution, plus vive et plus forte est la pulsation de la vie politique des masses, plus immédiate et plus totale est son action, en dépit des enseignes clichées des partis, des listes périmées de candidats, etc. Assurément, toute institution démocratique a ses limites et ses défauts, ce qui lui est commun sans doute avec toutes les institutions humaines. Seulement, le remède inventé par Lénine et Trotsky, la suppression de la démocratie en général, est pire encore que le mal qu'il est sensé guérir : il obstrue, en effet, la source vive de laquelle seule peuvent surgir les corrections à toutes les insuffisances congénitales des institutions sociales : la vie politique active, sans entraves, énergique, des masses les plus étendues de la nation.

Prenons un autre exemple frappant : le droit de suffrage élaboré par le gouvernement des Soviets. On ne voit pas très clairement quelle portée pratique lui est impartie. De la critique que font Trotsky et Lénine des institutions démocratiques, il ressort qu'ils repoussent en principe les représentations nationales émanant d'élections générales et ne veulent s'appuyer que sur les soviets. Alors, on ne voit vraiment pas pourquoi il a été élaboré un suffrage universel. Nous ne sachions pas, d'ailleurs, que ce droit de suffrage ait été appelé à la vie d'une façon quelconque ; on n'a jamais entendu parlé d'élections à aucune sorte de représentation populaire faites sur sa base. Il est plus probable qu'il est resté une production simplement théorique,

pour ainsi dire sur le papier ; mais tel qu'il est, il constitue un remarquable produit de la théorie bolchevik de la dictature. Tout droit de suffrage, comme du reste tout droit politique doit se juger non d'après des schémas abstraits quelconques de « justice » et autres semblables phraséologies de la démocratie bourgeoise, mais d'après les conditions sociales et économiques pour lesquelles il est fait. Le droit de suffrage élaboré par le gouvernement des soviets est précisément réglé pour la période de transition de la forme de société bourgeoise et capitaliste à la forme socialiste, pour la période de dictature du prolétariat. Conformément à l'interprétation de cette dictature que représentent Lénine et Trotsky, ce droit de suffrage n'est attribué qu'à ceux qui vivent de leur travail et refusé à tous les autres.

Or, il est évident qu'un pareil droit de suffrage n'a de sens que dans une société qui est aussi économiquement en état de rendre possible à tous ceux qui veulent travailler une vie convenable, digne de la civilisation, par leur propre travail. Cela s'applique-t-il à la Russie actuelle ? Etant données les difficultés énormes avec lesquelles la Russie des Soviets, à qui est fermé le marché mondial, à qui sont coupées ses sources les plus importantes de matières premières, a à lutter ; étant donnée l'épouvantable désorganisation générale de la vie économique, dans le bouleversement total des rapports de production par suite des renversements de valeur de la propriété dans l'agriculture comme dans l'industrie et le commerce, il va de soi qu'un nombre infini d'existences sont tout à coup déracinées complètement, jetées hors de leur voie, sans aucune possibilité matérielle de trouver dans le mécanisme économique quelque emploi que ce soit pour leur force de travail. Cela ne s'applique pas seulement à la classe des capitalistes et des propriétaires fonciers, mais encore à la vaste couche sociale comprenant la classe moyenne et la classe ouvrière même. Car enfin, c'est un fait que l'effondrement de l'industrie a provoqué un reflux en masse du prolétariat des villes dans les campagnes. Dans des circonstances pareilles, un droit de suffrage politique qui a pour condition économique l'obligation universelle de travailler est

une mesure absolument incompréhensible. Elle est censée tendre à enlever aux seuls exploiters les droits politiques. Et, tandis que des forces de travail productives sont déracinées en masse, le gouvernement des soviets se voit au contraire souvent obligé d'affermir, pour ainsi dire, l'industrie nationale aux anciens propriétaires capitalistes. De même, il s'est vu contraint à conclure aussi un compromis avec les coopératives de consommation bourgeoises. En outre, l'utilisation de techniciens bourgeois s'est démontrée indispensable. Une autre conséquence de ce phénomène est que des fractions croissantes du prolétariat, comme les gardes-rouges, etc., sont soutenues par l'Etat aux frais publics. En réalité, ce système prive de leurs droits des portions nombreuses et croissantes de la petite bourgeoisie et du prolétariat, pour qui l'organisme économique ne prévoit aucun moyen permettant l'exercice de l'obligation au travail.

Cela ne rime à rien et caractérise cette organisation du droit de suffrage comme étant un produit de l'imagination utopique, sans liens avec la réalité sociale. Et c'est précisément pourquoi elle n'est pas un instrument sérieux de la dictature prolétarienne. C'est un anachronisme, une anticipation de la situation juridique qui serait à sa place sur une base économique socialiste déjà réalisée, et non dans la période transitoire de la dictature prolétarienne.

Lorsque toute la classe moyenne, les intellectuels bourgeois et petits-bourgeois, après la Révolution d'Octobre, boycottèrent durant des mois le gouvernement des soviets, paralysaient les communications par voie ferrée, par la poste et le télégraphe, l'enseignement, l'organisation administrative et se révoltaient ainsi contre le gouvernement d'ouvriers, alors toutes les mesures de pression contre eux, en leur enlevant les droits politiques, les moyens économiques d'existence, etc., s'imposaient tout naturellement pour briser la résistance avec un poing de fer. Là se manifestait justement la dictature socialiste qui ne peut reculer devant aucun emploi de l'autorité pour prendre ou empêcher certaines mesures dans l'intérêt de la collectivité. Mais,

au contraire, un droit de suffrage qui prononce contre de vastes couches sociales une privation générale de droits, qui les met politiquement hors des cadres de la société, alors qu'il est hors d'état de leur faire lui-même place économiquement à l'intérieur de ces cadres, une privation de droits qui n'est pas une mesure concrète pour un but concret, mais une règle générale d'effet durable, n'est pas une nécessité de la dictature, mais une improvisation non viable. Aussi bien soviets comme épine dorsale, que Constituante et *suffrage universel*.

Les bolcheviks traitaient les soviets de réactionnaires, parce que la majorité y était constituée par les paysans (délégués paysans et délégués soldats). Une fois les soviets rangés de leur côté, ils sont devenus les vrais représentants de l'opinion populaire. Mais ce revirement subit n'avait rapport qu'à la paix et à la question agraire (1).

(1) Note sur feuille volante non numérotée — probablement destinée à compléter la dernière phrase discutée : « Aussi bien soviets comme épine dorsale qu'une Constituante et le suffrage universel. »

DEMOCRATIE ET DICTATURE

MAIS avec l'Assemblée constituante et le droit de suffrage, la question n'est pas épuisée : nous n'avons pas fait entrer en ligne de compte l'abolition des garanties démocratiques les plus importantes pour une vie publique saine et pour l'activité des masses laborieuses : libertés de la presse, d'association et de réunion, à l'égard desquelles tous les adversaires du gouvernement des soviets ont été mis hors la loi. En ce qui concerne les atteintes à ces droits, l'argumentation de Trotsky sur la lourdeur des corps élus démocratiques est bien loin d'être concluante. Au contraire, c'est un fait notoire incontestable que précisément, sans une liberté illimitée de la presse, sans une vie d'associations et de réunions affranchie d'entraves, il est tout à fait impossible de concevoir la domination de grandes masses populaires.

Lénine dit que l'Etat bourgeois est un instrument d'oppression de la classe ouvrière, l'Etat socialiste un instrument d'oppression de la bourgeoisie. Ce dernier serait simplement l'Etat capitaliste retourné en quelque sorte la tête en bas. Cette conception simpliste oublie l'essentiel : la domination de classe de la bourgeoisie n'avait pas besoin d'une instruction et d'une éducation politiques de toute la masse du peuple, ou du moins pas au delà de certaines limites fort étroites. Pour la dictature prolétarienne, elles sont les éléments vitaux sans lesquels elle ne peut pas exister.

« Grâce à la lutte ouverte et immédiate pour le pouvoir gouvernemental, les masses ouvrières accumulent en très peu de temps une grande expérience politique et montent vite, dans leur évolution, d'un degré à l'autre. »

Ici, Trotsky se réfute lui-même ainsi que ses propres amis et partisans. Justement parce que cela est vrai, ils ont donc, en supprimant la vie publique, bouché la source de l'expérience politique et du progrès de l'évolution. Ou alors, il faudrait admettre qu'expérience et évolution étaient nécessaires jusqu'à la prise du pouvoir par les bolcheviks, mais qu'alors elles avaient atteint le plus haut degré et devenaient désormais superflues. (Discours de Lénine : « La Russie est jusqu'à l'évidence mûre pour le socialisme... »)

En réalité, c'est tout le contraire. Les tâches gigantesques auxquelles les bolcheviks se sont mis avec courage et résolution réclamaient précisément l'éducation politique des masses la plus intensive et l'accumulation d'expériences qui n'est jamais possible sans liberté politique.

La liberté réservée aux seuls partisans du gouvernement, aux seuls membres d'un parti — fussent-ils aussi nombreux qu'on voudra — ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. Non pas par fanatisme pour la « justice », mais parce que tout ce qu'il y a d'instructif, de salutaire et de purifiant dans la liberté politique tient à cela et qu'elle perd son efficacité quand la « liberté » devient un privilège.

Les bolcheviks ne voudront pas nier eux-mêmes, la main sur le cœur, qu'ils ont dû faire pas à pas des tâtonnements, des essais, des expériences, des épreuves en tout sens, et qu'une bonne part de leurs mesures ne sont pas des perles. C'est ainsi que les choses doivent aller et iront pour nous tous quand nous nous y mettons — quoi qu'il soit possible que ne règnent pas partout des circonstances aussi difficiles.

La condition que suppose tacitement la théorie de la dictature selon Lénine-Trotsky, c'est que la transformation socialiste est une chose pour laquelle le parti de la révolution a en poche

une recette toute prête, qu'il n'a plus besoin que d'appliquer avec énergie. Par malheur — ou, c'est selon, par bonheur — il n'en est pas ainsi. Bien loin d'être une somme de prescriptions toutes faites qu'on n'aurait qu'à mettre en application, la réalisation pratique du socialisme comme système économique, social et juridique est une chose qui réside dans le brouillard de l'avenir. Ce que nous possédons dans notre programme, ce ne sont que quelques grands poteaux indicateurs montrant la direction dans laquelle les mesures à prendre doivent être recherchées, indications, d'ailleurs d'un caractère surtout négatif. Nous savons à peu près ce que nous aurons à supprimer tout d'abord pour rendre la voie libre à l'économie socialiste ; mais, par contre, de quelle nature sont les mille et mille mesures pratiques, grandes et petites, propres à faire entrer les principes socialistes dans l'économie, dans le droit, dans tous les rapports sociaux, là-dessus il n'y a pas de programme de parti, pas de manuel socialiste qui donne des renseignements. Ce n'est pas un défaut : c'est, au contraire, l'avantage du socialisme scientifique sur le socialisme utopique : le système social socialiste ne doit et ne peut être qu'un produit historique, né à l'école même de l'expérience, à l'heure des réalisations, de la marche de l'histoire vivante, laquelle, tout comme la nature organique, dont, en dernière analyse, elle est une partie, a la bonne habitude de faire naître toujours avec un réel besoin social le moyen de le satisfaire, avec le problème sa solution. Mais, s'il en est ainsi, il est évident que le socialisme, de par sa nature, ne peut être octroyé, ne peut être établi par ukase. Il a pour condition préalable une série de mesures violentes contre la propriété, etc. Ce qui est négatif, la destruction, on peut le décréter ; ce qui est positif, la construction, NON. Terre vierge. Problèmes par milliers. Seule, l'expérience est capable de faire les corrections et d'ouvrir des chemins nouveaux. Seule une vie fermentant sans entraves s'engage dans mille formes nouvelles, improvise, reçoit une *force créatrice*, corrige elle-même ses faux-pas. Si la vie publique des Etats à liberté limitée est si piètre, si pauvre, si schématique, si inféconde, c'est jus-

tement parce qu'en excluant la démocratie, elle ferme aux intelligences les sources vives de tout enrichissement et de tout progrès. (Preuve : les années 1905 et suivantes et les mois de février, octobre 1917.) Ce qui fut vrai là au point de vue politique l'est aussi de même au point de vue économique et social.

Toute la masse du peuple doit y prendre part. Autrement, le socialisme est décrété, octroyé, du haut du tapis vert du bureau d'une douzaine d'intellectuels.

Un contrôle public absolu est nécessaire. Autrement, l'échange des expériences n'est possible que dans le cercle fermé des employés du nouveau gouvernement. Corruption inévitable. (Paroles de Lénine, *Mitteilungsblatt* n° 29) (1).

(1) Voici le passage auquel il est fait allusion : « Pour deux motifs et en deux sens différents, la dictature est nécessaire dans la transition du capitalisme au socialisme. Premièrement, la victoire du prolétariat est impossible sans l'oppression la plus absolue exercée sur les classes dominantes, qui ne veulent pas renoncer à leurs privilèges et qui pendant longtemps mettront tous les ressorts en mouvement pour renverser le gouvernement prolétarien qu'elles haïssent. D'autre part, aucune grande révolution, surtout socialiste, n'est possible sans guerre civile, même si la paix règne avec les puissances étrangères. En de telles circonstances, il est naturel que de nombreux éléments qui généralement ont leur attache dans la petite bourgeoisie ne puissent s'empêcher de se montrer sous leur vrai jour, par une recrudescence de pillages, de spéculation, de corruption et choses semblables. Pour en finir avec tout cela, il faut un certain temps et une poigne d'acier.

« Dans toutes les grandes révolutions, le peuple a vu la nécessité de cette action et a procédé sans scrupules contre tous les voleurs en les fusillant sur place. L'échec des révolutions antérieures a été dû à ce que, pour l'application de ces mesures, il a manqué d'enthousiasme nécessaire qui, seul, donne la force et la ténacité d'agir sans hésitation.

« Si les masses n'ont pas été animées par l'enthousiasme suffisamment longtemps, cela s'explique parce que la participation du prolétariat était relativement minime. Car le prolétariat, quand il a le nombre, la discipline et la conscience de classe, est seul en état d'attirer à lui la majorité des travailleurs et des exploités et de tenir assez longtemps le pouvoir pour écraser les exploités et tous les éléments de dissolution.

« C'est l'expérience historique que Marx résume dans la formule courte mais éloquente : « Dictature du prolétariat. »

Il est inutile d'ajouter quoi que ce soit pour expliquer comment Rosa Luxembourg, d'après l'ensemble de toute son argumentation, s'est représenté la lutte contre la corruption par l'enthousiasme des masses et la façon dont il devait être maintenu. (*Note de l'édition allemande.*)

La pratique du socialisme exige toute une transformation intellectuelle dans les masses dégradées par des siècles de domination bourgeoise. Instincts sociaux à la place des instincts égoïstes, initiative des masses à la place de l'inertie, idéalisme passant au-dessus de toutes les souffrances, etc. Personne ne sait cela mieux, ne le décrit avec plus de force, ne le répète avec plus d'obstination que Lénine. Seulement, il se trompe complètement sur les moyens : décrets, puissance dictatoriale des inspecteurs d'usines, pénalités draconiennes, règne de la terreur sont autant de palliatifs. Le seul chemin qui conduise à la renaissance, c'est l'école même de la vie publique, la démocratie la plus large et la plus illimitée, l'opinion publique. C'est justement la terreur qui démoralise.

Tout cela ôté, que reste-il ? Lénine et Trotsky ont mis à la place des corps représentatifs sortis d'élections populaires générales les soviets comme la seule représentation véritable des masses ouvrières. Mais, en étouffant la vie politique dans tout le pays, il est fatal que la vie soit de plus en plus paralysée dans les soviets mêmes. Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie est le seul élément qui reste actif. C'est une loi à laquelle nul ne se soustrait. La vie publique entre peu à peu en sommeil ; quelques douzaines de chefs de parti, d'une énergie inépuisable et d'un idéalisme sans bornes, dirigent et gouvernent ; parmi eux, la direction est en réalité aux mains d'une douzaine d'hommes à cerveau éminent, et une élite de la classe ouvrière est de temps à autre convoquée à des réunions pour applaudir aux discours des chefs, voter à l'unanimité les résolutions qu'on lui présente — c'est donc, au fond, un gouvernement de coterie — une dictature, il est vrai, mais non pas la dictature du prolétariat, non : la dictature d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois, au sens de la domination jacobine (le recul des congrès des soviets de trois mois à six mois !) Il y a plus encore : un état de choses pareil engendre néces-

sairement une augmentation de sauvagerie dans la vie publique : attentats, otages fusillés, etc.

(Discours de Lénine sur la discipline et la corruption.)

Un problème à part d'une grande importance est dans toute révolution la lutte avec le bas prolétariat (lumpen-prolétariat). Nous aussi, en Allemagne et partout, nous aurons à nous en occuper. L'élément gueux prolétarien a des attaches profondes avec la société bourgeoise, non seulement comme catégorie spéciale, comme déchet social qui prend notamment un accroissement gigantesque dans les moments où les murailles de l'ordre social s'écroulent, mais comme partie intégrante de la société prise dans son ensemble. Les événements ont montré en Allemagne — et plus ou moins dans les autres Etats — avec quelle facilité toutes les couches de la société bourgeoise tombent dans la gueuserie. Les nuances de dégradation entre spéculation du marchand sur les prix, reculs d'échéances par les petits hobereaux polonais, affaires d'occasion fictives, falsification d'aliments, chantage, corruption de fonctionnaires, vol, effraction et rapt ont conflué entre elles au point que la limite séparant l'honorable bourgeoisie et le bagne a disparu. C'est la répétition du même phénomène qui mène régulièrement à la gueuserie rapide des ornements de la caste bourgeoise lorsqu'ils sont transplantés dans les conditions de colonisation outre-mer sur un terrain social étranger. En rejetant les barrages et les appuis conventionnels de la morale et du droit, la société bourgeoise, dont la loi intime de la vie est l'immoralité la plus profonde, l'exploitation de l'homme par l'homme, est immédiatement et sans frein vouée au simple engueusement. La révolution prolétarienne aura partout à combattre avec cet ennemi, instrument de la contre-révolution.

Et cependant, à cet égard aussi, la terreur est une épée émoussée, pour mieux dire, à deux tranchants. La plus draconienne des justices sommaires est impuissante contre les explosions du désordre propre à la gueusaille prolétarienne. Bien plus, tout régime d'état de siège prolongé mène inéluctablement à l'arbitraire, et tout arbitraire exerce sur la société une action

dépravante. L'unique moyen efficace que puisse avoir en main la révolution prolétarienne, ce sont, ici comme toujours, des mesures radicales de nature sociale et politique, une transformation aussi rapide que possible, les garanties sociales d'existence chez la masse et déploiement de l'idéalisme révolutionnaire, qui ne saurait se maintenir durablement que par une vie intensément active des masses dans une liberté politique illimitée.

De même que contre les infections et germes morbides l'action libre des rayons solaires est le plus efficace des moyens d'épuration et d'assainissement, de même c'est la révolution elle-même et son principe rénovant, la vie mentale, l'activité, la responsabilité devant soi-même qu'elle suscite dans les masses, par conséquent la plus large liberté politique constituant sa forme, qui est le seul soleil sauveur et purificateur (1).

L'anarchie sera aussi inévitable chez nous (en Allemagne) et partout. Le prolétariat de la fripouille (Lumpenproletariat) est un élément inhérent à la société bourgeoise et ne peut en être séparé.

Preuves :

1° Prusse orientale : les pillages des « cosaques » ;

2° L'explosion générale de pillage et de vol en Allemagne (tricheries, personnel des postes et des chemins de fer, police, disparition complète des limites séparant la bonne société et la maison d'arrêt) ;

3° L'encoquinement rapide des chefs de syndicats. Contre cela, les mesures draconiennes du terrorisme sont impuissantes. Au contraire, elles corrompent encore davantage. L'unique contrepoison : idéalisme et *activité* sociale des masses, liberté politique illimitée.

C'est une loi prédominante effective à laquelle aucun parti ne peut échapper.

L'erreur fondamentale de la théorie Lénine-Trotsky est

(1) Cette étude à propos du bas prolétariat, qui est évidemment faite pour reprendre le paragraphe qui suit, ne se trouve que sur une feuille volante insérée dans le manuscrit.

que, tout comme Kautsky, ils opposent la dictature à la démocratie. « Dictature ou démocratie », ainsi se pose la question chez les bolcheviks comme chez Kautsky. Celui-ci se décide pour la démocratie, bien entendu, et pour la démocratie *bourgeoise*, puisque précisément il la pose en alternative par rapport au bouleversement socialiste. Lénine-Trotsky se décident, au contraire, pour la dictature en opposition à la démocratie, et par conséquent pour la dictature d'une poignée d'hommes, c'est-à-dire pour la dictature selon le modèle bourgeois.

Ce sont deux pôles opposés, également éloignés l'un et l'autre de la véritable politique socialiste. Le prolétariat, s'il prend le pouvoir, ne pourra jamais, suivant le bon conseil de Kautsky, renoncer à la transformation socialiste sous prétexte que « le pays n'est pas mûr » et se vouer à la seule démocratie sans se trahir lui-même, sans trahir l'Internationale et la Révolution. Il a le devoir et l'obligation de se mettre tout de suite aux mesures socialistes de la façon la plus énergique, la plus inexorable, la plus brutale et donc d'exercer la dictature, mais une dictature *de classe*, non d'un parti ou d'une clique, dictature de classe, c'est-à-dire dans la publicité la plus large, avec la plus active participation, sans entraves, des masses populaires, dans une démocratie sans limites.

« En notre qualité de marxistes, nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle », écrit Trotsky. Pour sûr, nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle. Du socialisme et du marxisme non plus nous n'avons jamais été « idolâtres » ! S'ensuit-il donc que nous ayons le droit, à la façon Cunow-Lensch-Parvus, de jeter au rancart le socialisme ou le marxisme quand il nous devient incommode ? Trotsky et Lénine sont la négation vivante de cette question. Nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle, cela ne veut dire qu'une chose : nous avons toujours fait la distinction entre le fond social et la forme politique de la démocratie *bourgeoise*, nous avons toujours fait voir l'âpre noyau d'inégalité et de servitude sociales qui se cache sous la douce enveloppe des formes d'égalité et de liberté, non pas pour rejeter celle-ci,

mais pour inciter la classe ouvrière à ne pas se contenter de l'enveloppe, mais bien à conquérir le pouvoir politique pour la remplir d'un contenu social nouveau. C'est la mission historique du prolétariat, quand il arrive au pouvoir, de créer à la place de la démocratie bourgeoise une démocratie socialiste, et non de détruire toute démocratie. Or, la démocratie socialiste ne commence pas seulement dans la Terre promise, après qu'a été créée la substruction de l'économie socialiste, à titre de cadeau de Noël pour le brave populo qui aura dans l'intervalle fidèlement soutenu la poignée de dictateurs socialistes. La démocratie socialiste commence en même temps que l'œuvre de démolition de la domination de classe et de construction du socialisme. Elle commence avec le moment de la conquête du pouvoir par le parti socialiste. Elle n'est pas autre chose que la dictature du prolétariat.

Oui, oui : dictature ! Mais cette dictature consiste *dans la manière d'appliquer la démocratie*, non dans son abolition, dans des mainmises énergiques et résolues sur les droits acquis et les conditions économiques de la société bourgeoise, sans lesquelles la transformation socialiste ne peut se réaliser. Mais cette dictature doit être l'œuvre *de la classe* et non d'une petite minorité dirigeant au nom de la classe : autrement dit, elle doit provenir, au fur et à mesure, de la participation active des masses, rester sous leur influence immédiate, être soumise au contrôle du public tout entier, être un produit de l'éducation politique croissante des masses populaires.

C'est assurément ainsi que procéderaient les bolcheviks, s'ils ne subissaient la terrible pression de la guerre mondiale, de l'occupation allemande et de toutes les difficultés exorbitantes qui s'y rattachent, difficultés qui doivent corrompre toute politique socialiste remplie des meilleures intentions et des principes les plus magnifiques.

Un gros argument en ce sens est donné par l'application si copieuse de la terreur par le gouvernement des Conseils et notamment dans la dernière période précédant l'effondrement de l'impérialisme allemand, à la suite de l'attentat sur l'am-

bassadeur d'Allemagne (1). Cette vérité banale que les révolutions ne se font pas à l'eau de rose est en soi assez insuffisante.

Tout ce qui se passe en Russie est explicable : c'est une chaîne inévitable de causes et d'effets dont les points de départ et d'arrivée sont : la carence du prolétariat d'Allemagne et l'occupation de la Russie par l'impérialisme allemand. Ce serait exiger de Lénine et consorts une chose surhumaine que de leur demander encore, dans des circonstances pareilles, de produire par magie la plus belle des démocraties, la dictature du prolétariat modèle et une société socialiste florissante. Par leur attitude résolument révolutionnaire, leur force d'action exemplaire et leur inviolable fidélité au socialisme international, ils ont vraiment fait ce qui pouvait se faire dans des conditions difficiles. Le danger commence au point où, faisant de nécessité vertu, ils cristallisent en théorie de toutes pièces la tactique à laquelle les ont contraints ces fatales conditions et veulent la recommander à l'imitation du prolétariat international comme le modèle de la tactique socialiste. De même que, par là, ils mettent eux-mêmes leur personnalité en lumière tout à fait hors de propos, et leur réel et incontestable mérite historique sous le boisseau de fautes imposées par la nécessité, ils rendent aussi au socialisme international, pour l'amour et au nom duquel ils ont lutté et souffert, un mauvais service, quand ils prétendent introduire dans son fonds comme des connaissances nouvelles toutes les erreurs commises en Russie, sous la contrainte de la nécessité, lesquelles ne furent au bout du compte que des contrecoups de la faillite du socialisme international dans cette guerre mondiale.

Les socialistes gouvernementaux d'Allemagne peuvent bien crier que la domination des bolcheviks en Russie est une caricature de dictature du prolétariat. Qu'elle l'ait été ou qu'elle le soit, ce ne fut que parce qu'elle était un produit de l'attitude du prolétariat allemand, laquelle était une caricature de lutte

(1) Il s'agit du meurtre du comte de Mirbach. (Note du trad.)

de classes socialiste. Nous vivons tous sous la loi de l'histoire et l'ordre social socialiste ne peut absolument s'établir qu'internationalement. Les bolcheviks ont montré qu'ils peuvent tout ce qu'un parti vraiment révolutionnaire est en état de donner dans les limites des possibilités historiques. Ils ne doivent pas vouloir faire des miracles. Car une révolution prolétarienne exemplaire et impeccable dans un pays isolé, épuisé par la guerre, étranglé par l'impérialisme, trahi par le prolétariat international, serait un miracle. Ce qui importe, c'est de distinguer dans la politique des bolcheviks l'essentiel et l'accessoire, la substance de l'accident. Dans cette période dernière où nous sommes à la veille des batailles décisives dans le monde entier, le problème le plus important du socialisme a été et est encore tout juste la brûlante question du jour : non pas tel ou tel détail de tactique, mais la capacité d'action du prolétariat, la force d'action des masses, la volonté d'avoir le pouvoir dans le socialisme en général. A cet égard, les Lénine et les Trotsky avec leurs amis ont été les *premiers* qui aient devancé le prolétariat mondial par leur exemple ; ils sont jusqu'ici les *seuls* qui puissent s'écrier avec Ulrich de Hutten : « J'ai osé cela ! »

C'est ce qui est l'essentiel et ce qui *reste* de la politique des bolcheviks. En ce sens, il leur reste le mérite impérissable dans l'histoire d'avoir pris la tête du prolétariat international en conquérant le pouvoir politique et en posant dans la pratique le problème de la réalisation du socialisme ainsi que d'avoir puissamment avancé la liquidation entre Capital et Travail dans le monde. En Russie, le problème ne pouvait être que posé : il ne pouvait pas être résolu en Russie. Et c'est *en ce sens* que l'avenir appartient partout au « bolchevisme ».

Cahiers SPARTACUS mensuels

Directeur : René LEFEUVRE

Victor SERGE : 16 Fusillés : Zinoviev, Kamenev, Smirnov...	fr. 20
ROSNER et MODIANO : Union Sacrée 1914.....	» 20
Rosa LUXEMBOURG : La Révolution Russe.....	» 24
Marceau PIVERT : Quatre discours et un programme.....	» 20
Jean PRADER : Au secours de l'Espagne socialiste.....	» 20
PRUDHOMMEAUX : C. N. T. - F. A. I. Catalogne 1936-1937.	» 16
Marcel OLLIVIER : Le Guépéou en Espagne.....	» 12
P. LAPEYRE : Révolution et Contre-Révolution en Espagne.	» 12
Marc BERNARD : Les Journées ouvrières des 9 et 12 février 1934.....	fr. 40

Vient de paraître :

Jean JAURÈS : L'Eglise et la Laïcité.....	fr. 15
Hugo JORDI : La Prise du Pouvoir.....	» 25
Charles ALLIGIER : Socialisme, Bolchevisme et France ...	fr. 20
René LEFEUVRE : La Politique Communiste. (Ligne et Tournants.).....	fr. 20

A Paraître prochainement :

Rosa LUXEMBOURG : Marxisme, Réformisme, Léninisme.	
— Grève Générale, Partis et Syndicats.	
— La Commune de Berlin.	
JAURÈS et LAFARGUE : Idéalisme et Matérialisme.	
RUSTICO : La Tragédie du Proletariat allemand.	
Envoi franco de port. Adresser commandes et fonds à J.-R. Lefeuve	
15, rue de la Huchette, Paris (5 ^e). C. C. Postaux : 633-75.	
Abonnements : 1 an, 200 fr. Etranger, 300 fr. De soutien. 500 fr	

REVUE masses MENSUELLE

Directeur : René LEFEUVRE

But : LE SOCIALISME ET LA LIBERTE

Tâches : Défense de la Liberté et de la dignité humaine.
Renouveau de la Pensée et de l'Action socialiste. Recherche des méthodes de gestion collective.

Combats : Contre le capitalisme et ses alliés, contre les bureaucraties et les synarchies, contre les dictatures étatiques et totalitaires, contre les ennemis de la démocratie ouvrière, contre tous les dogmes.

Méthodes : L'analyse scientifique, le matérialisme historique.

Ligne directrice : Le Marxisme vivant.

En vente dans tous les kiosques et les bibliothèques des gares et du métro : 15 francs.

Abonnements : 12 numéros 144 francs, de soutien : 500 francs, Etranger : 200 francs.

Adresser à J.-R. Lefeuve, 15, rue de la Huchette, Paris (5^e). Chèques-Postaux 633-75.

Directeur-Gérant : R. LEFEUVRE.

Imp. Mazarine, Paris.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués